



## POLITIQUE

## Le flou demeure sur l'enseignement des « cultures d'origine »

CAROLINE BEYER  @BeyerCaroline

ÉCHANGES de salves, par médias interposés entre Jean-Michel Blanquer et son prédécesseur Rue de Grenelle, Najat Vallaud-Belkacem. Objet du conflit ? Les « enseignements langue et culture d'origine », dits « Elco », assurés sur le temps périscolaire, essentiellement dans les écoles, par des intervenants étrangers dépêchés en France et rémunérés par les pays concernés, dans le cadre d'accords bilatéraux signés dans les années 1970. À la manière des imams « détachés », ces quelque 1000 intervenants, venus de Turquie, d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, de Croatie, de Serbie, d'Espagne, d'Italie et du Portugal, échappent aux radars de l'État. Certains sont suspectés de servir de vecteurs de l'islamisme. À commencer par les 190 envoyés de la Turquie d'Erdogan, qui officient auprès de 12 500 élèves. « Nous n'avons pas (...) le contrôle sur les programmes qu'ils enseignent », a pointé mardi, à Mulhouse, Emmanuel Macron, évoquant « de plus en plus d'enseignants qui ne parlent pas le français ». Ces Elco, que suivent au total 80 000 écoliers - soit 1,19 % des effectifs du primaire - disparaîtront à la rentrée prochaine, a annoncé le chef de l'État, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre « le séparatisme islamiste ». Ils seront transformés en « enseignements internationaux en langue étrangère » (Eile), dispositif plus contrôlé grâce à la signature de conventions revisitées avec les pays concernés. « Nous avons réussi [à trouver un accord] avec tous ces pays, sauf la Turquie à ce stade », a précisé le président.

Ce dispositif davantage contrôlé, c'est Najat Vallaud-Belkacem,

ministre de l'Éducation du quinquennat Hollande, qui l'avait lancé en 2016, après les attentats islamistes, pour lutter contre une logique « d'entre soi ». Sur Twitter, mardi, la socialiste n'a pas hésité à le rappeler. « Le principe a été établi sous le gouvernement précédent. Mais il n'a pas été mis en œuvre, sauf pour le Portugal et la Tunisie », a répliqué Jean-Michel Blanquer sur France Inter.

« En dehors de grandes déclarations de Najat Vallaud-Belkacem, il ne s'est rien passé, assène Albert-Jean Mougin, ancien syndicaliste et professeur de lettres. La question du prosélytisme religieux au sein des Elco est connue depuis une vingtaine d'années. Il faut enfin mettre en place un suivi et envoyer des inspecteurs qui parlent arabe dans ces cours », ajoute-t-il. Le gouvernement Macron va-t-il lui aussi se limiter à de belles déclarations ? Dans l'entourage de Jean-Michel Blanquer, on est peu loquace sur le sujet. Pas de précisions sur les déclinaisons concrètes des annonces présidentielles. « Pour nous, c'est le temps du travail », explique-t-on, prudent. D'autant que la Rue de Grenelle ne peut agir sans le concours du Quai d'Orsay.

« Si la Turquie refuse, nous construisons des alternatives pour (...) trouver des enseignants en langue et culture turque, Françaises et Français, maîtrisant notre langue », a indiqué le président Macron. « Mobiliser un enseignant pour dix élèves turcs c'est très coûteux », observe Francette Popineau, au Snuipp, premier syndicat du primaire. Elle s'interroge par ailleurs sur l'enseignement de l'arabe à l'école. Sujet qui, évoqué aussi bien par Najat Vallaud-Belkacem que Jean-Michel Blanquer en 2018, fait systématiquement polémique. ■

Il faut mettre en place un suivi et envoyer des inspecteurs qui parlent arabe au sein des Elco

ALBERT-JEAN MOUGIN,  
ANCIEN SYNDICALISTE  
ET PROFESSEUR  
DE LETTRES